

**Communiqué de presse**  
Berne, le 22 octobre 2015

## **La Chambre suisse des arts et métiers recommande d'accepter l'initiative dite « vache à lait ».**

**La Chambre suisse des arts et métiers, qui est le parlement de l'Union suisse des arts et métiers, recommande d'accepter l'initiative dite « vache à lait ». Elle recommande par ailleurs à l'unanimité de refuser l'initiative populaire « Pas de spéculation sur les denrées alimentaires ». Enfin, les délégués ont adopté le mot d'ordre Non à l'initiative « Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage ».**

La Chambre suisse des arts et métiers a adopté à la majorité (deux abstentions) le Oui à l'initiative vache à lait « Pour un financement équitable des transports ». Les recettes de l'impôt sur les huiles minérales payé par les usagers de la route devront à l'avenir être affectées dans leur intégralité au développement et à l'entretien indispensable des infrastructures routières. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de s'attaquer de manière judicieuse aux problèmes de circulation dans les agglomérations de Suisse romande et de Suisse alémanique.

La Chambre a rejeté à l'unanimité l'initiative populaire « Pas de spéculation sur les denrées alimentaires ». Cette initiative constituerait une grave atteinte à la liberté économique. Elle équivaudrait à une régulation supplémentaire inutile qui affaiblirait la place économique suisse et menacerait des emplois.

La Chambre a aussi décidé de recommander de refuser l'initiative « Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage ». L'usam mise sur l'imposition individuelle. Celle-ci permet en effet d'obtenir une imposition équitable, fondée sur les capacités financières de chaque personne.

### **Renseignements complémentaires**

**Jean-François Rime**, président, tél. 026 919 86 86, mobile 079 230 24 03

**Hans-Ulrich Bigler**, directeur, tél. 031 380 14 14, mobile 079 285 47 09

**Numéro 1:** plus grande organisation faîtière de l'économie suisse,  
l'usam représente 250 associations et quelque 300 000 PME